|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2021Consultation virtuelle des Conseillers, 8-18 juin 2021** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 11** | **Document C21/39-F** |
| **28 avril 2021** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| DEMANDES D'EXONÉRATION DE TOUTE CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DES DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE L'UIT |

|  |
| --- |
| RésuméDes demandes d'exonération de contribution financière ont été soumises par cinq organisations ayant un caractère régional ou international. Conformément aux principes directeurs, le Conseil doit tenir compte des vues exprimées par le Secrétaire général concernant les avantages mutuels de la participation de ces entités aux activités de l'Union.Suite à donnerLe Conseil est invité à **examiner** ces demandes d'admission en qualité de Membre de Secteur exonéré de contribution financière, et à **approuver** les recommandations formulées par le Secrétaire général.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[*Numéro 231 de la Convention*](https://www.itu.int/en/council/2019/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf)*,* [*Document C2000/28(Rév.1)*](https://www.itu.int/itudoc/gs/council/c00/docs/28rev1.html) |

Considérations générales

1.1 Les critères et principes directeurs régissant l'octroi d'exonérations, sous réserve de "réciprocité", ont été adoptés par le Conseil à sa session de 2000 (Document [C2000/28(Rév.1)](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c00/docs/28rev1.html)). Ces critères ont été examinés et révisés par le Conseil à sa session de 2017. Les critères sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/membership/Pages/exemption-criteria.aspx).

1.2 Les exonérations de paiement des droits sont accordées par le Conseil à la suite d'une analyse des Bureaux concernés et d'une recommandation du Secrétaire général. Les principaux critères sont notamment les suivants: l'entité doit être une organisation juridiquement reconnue, à but non lucratif, ayant un caractère régional ou international et s'occupant de télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle doit en outre compter des membres ayant le statut d'organisation à but non lucratif ainsi que des activités à but non lucratif dans plusieurs pays, et offrir des avantages à l'UIT en échange de l'exonération. Si leur demande est approuvée, les entités concernées deviennent des Membres de Secteur ou des Associés au titre du numéro 231 de la Convention.

Demandes et Recommandations

2 Les demandes suivantes ont été reçues et sont soumises au Conseil, afin qu'il prenne les mesures appropriées:

2.1

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Recommandation du SG |
| **Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)** | UIT-RUIT-T | OUIOUI |

La Communauté de développement de l'Afrique australe est une organisation intergouvernementale ayant son siège au Botswana. Elle vise à développer la coopération et l'intégration socio-économiques au niveau régional ainsi que la coopération en matière de politique et de sécurité entre 16 pays d'Afrique australe. En tant que membre de l'UIT-D, elle bénéficie déjà d'une exonération de droits. Le secrétariat estime qu'elle remplit les critères d'exonération pour l'UIT-R et l'UIT-T.

2.2

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Recommandation du SG |
| **IoT Lab** | UIT-T | Report |

IoT Lab est une plate-forme internationale de services et de ressources pour l'Internet des objets (IoT) qui rassemble des communautés ayant un intérêt pour les services IoT, la confidentialité et la sécurité, les tests ainsi que le transfert de technologie en la matière. Il s'agit d'une entité relativement nouvelle et la question de la réciprocité est encore difficile à trancher. Le secrétariat a besoin de plus de temps et de renseignements avant de pouvoir formuler une recommandation éclairée à l'intention du Conseil. Il recommande donc de renvoyer cette demande à la prochaine session du Conseil.

2.3

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Recommandation du SG |
| **Konrad Adenauer Stiftung** | UIT-RUIT-TUIT-D | NONNONNON |

L'association Konrad Adenauer Stiftung est une fondation affiliée à un parti, entretient des liens étroits avec l'Union des démocrates chrétiens et est financée essentiellement par des fonds fédéraux et étatiques. Elle compte des bureaux dans plus d'une centaine de pays et mène des projets dans plus de 130 pays. Bien que cette organisation ait une présence et des activités internationales, le secrétariat estime qu'elle ne remplit pas tous les critères, étant donné qu'il s'agit d'une fondation nationale et qu'elle n'a pas de membres dans plusieurs États Membres.

2.4

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Recommandation du SG |
| **Fondation Techfugees** | UIT-D | OUI |

Techfugees est une entreprise sociale à but non lucratif dont le siège est au Royaume-Uni. Il s'agit d'une communauté mondiale de bénévoles spécialistes des technologies numériques qui comprend des entrepreneurs, des ingénieurs, des chercheurs, des organisations non gouvernementales et des personnes déplacées. Techfugees est présente dans 10 pays et continue de s'étendre, mais intervient localement pour rassembler différentes organisations et personnes dans un environnement ouvert, connecté et fiable, afin de promouvoir des solutions humanitaires basées sur les technologies numériques et mises au point par des personnes déplacées, pour les personnes déplacées. Le Secrétariat estime que cette entité remplit les critères d'exonération pour l'UIT‑D.

2.5

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Recommandation du SG |
| **Global Mobile Suppliers Association (GSA)** | UIT-R | NON |

La Global Mobile Suppliers Association est une organisation à but non lucratif du secteur privé qui représente des entreprises de l'écosystème mobile mondial fournissant des infrastructures, des semi-conducteurs, des équipements de test, des dispositifs, des applications et des services d'assistance sur mobile. Elle s'emploie à promouvoir la feuille de route sur les technologies 3GPP – 3G, 4G et 5G – et constitue une source d'information pour les rapports des entreprises et la veille commerciale. Étant donné que les membres de la GSA sont principalement des entreprises à but lucratif, le secrétariat estime que cette entité ne remplit pas les critères d'exonération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_